

ATTESTATION DE CAPACITE

N° 42571

Délivrée en application de l'article R. 543-106 du code de l'environnement

Conformément à l'article R.543-99 du code de l'environnement, le CEMAFROID, agréé par arrêté du ministère de l'écologie en date du 29 août 2008, renouvelé par arrêté du 10 septembre 2013 et par arrêté du 12 octobre 2018, atteste que l'opérateur :

SOREAL MEDITERRANEE
38/40 AVENUE HENRI DUNANT
13700 MARIGNANE

(SIRET n°81086029600013)



dispose des capacités nécessaires pour intervenir sur les équipements et réaliser les activités suivantes :

CATEGORIE VHU : Récupération des fluides des systèmes de climatisation de véhicules, engins et matériels hors d'usage mentionnés à l'article R. 311-1 du code de la route.

L'attestation de capacité est attribuée pour une période de 5 ans sur la base du programme de certification définie par l'arrêté du 29 février 2016 modifiée par l'arrêté du 25 juillet 2016 et des conditions contractuelles applicables à la demande en ligne de délivrance des attestations de capacité à manipuler les fluides frigorigènes.

Validité du : 21/06/2019

au : 20/06/2024

Fait à Fresnes,

Le : 21/06/2019

Gérald CAVALIER

Président de TECNEA SAS

Présidente de CEMAFROID SAS



ACCREDITATION N° 5-0561
Portées disponibles sur www.cofrac.fr

Cette attestation pourra être suspendue ou retirée avant sa date d'échéance dans les cas prévus aux articles R.543-101 et R.543-104 du code de l'environnement. Pour vérifier à tout moment la validité de cette attestation, consultez la liste des opérateurs attestés sur www.datafluides.fr ou flashez ce QR code :



Madame, Monsieur,

Nous accusons réception de votre demande d'attestation de capacité relative à votre établissement. Nous avons procédé à l'instruction de votre dossier.

Au vu des éléments en notre possession, nous vous informons ci-après de la décision vous concernant :

Attestation délivrée Conforme

Nous vous rappelons que l'obtention de l'attestation de capacité et les termes du contrat de certification que vous avez signé, vous engagent à respecter les exigences réglementaires applicables à la manipulation des fluides halogénés notamment :

- L'obligation d'établir des fiches d'intervention conformes à l'article 5 du décret 2007-737 pour chaque équipement sur lequel vous intervenez au titre des activités couvertes par votre attestation.
- L'obligation de procéder **entre le 1^{er} et le 31 janvier** de chaque année à la déclaration annuelle des fluides manipulés par le biais de l'espace internet dédié de DATAFLUIDES (www.datafluides.fr)
- L'obligation de se soumettre aux exigences relatives à l'audit que nous planifions dans les 5 années à venir.
- L'obligation d'informer le CEMAFROID, **dans un délai d'1 mois**, de toute modification de nature à remettre en cause le bien fondé de l'attestation délivrée (conformément à l'article R543-102 du Code de l'environnement).
- L'obligation **d'avoir l'attestation d'aptitude pour chacun des personnels** visés par la présente attestation de capacité, en mettant à jour, via le site internet DATAFLUIDES (www.datafluides.fr), les rubriques correspondantes.

Par ailleurs, nous vous informons que la délivrance de l'attestation, vous permet de faire usage du logotype CEMAFROID « manipulateurs de fluides respectueux de l'environnement » complété du numéro de votre attestation et ce, dans les conditions définies par votre contrat. La version numérique de ce logotype est disponible sur simple demande. Vous pouvez également faire figurer votre numéro d'Attestation de Capacité sur l'ensemble de vos documents en particulier ceux relatifs à la manipulation des fluides.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.
Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleures salutations.

Unité ADC et Inspection



SOREAL MEDITERRANEE

Annexe 2

Attestation de capacité cemafrond n°42571



SOREAL MEDITERRANEE

Annexe 1

Engagement du demandeur

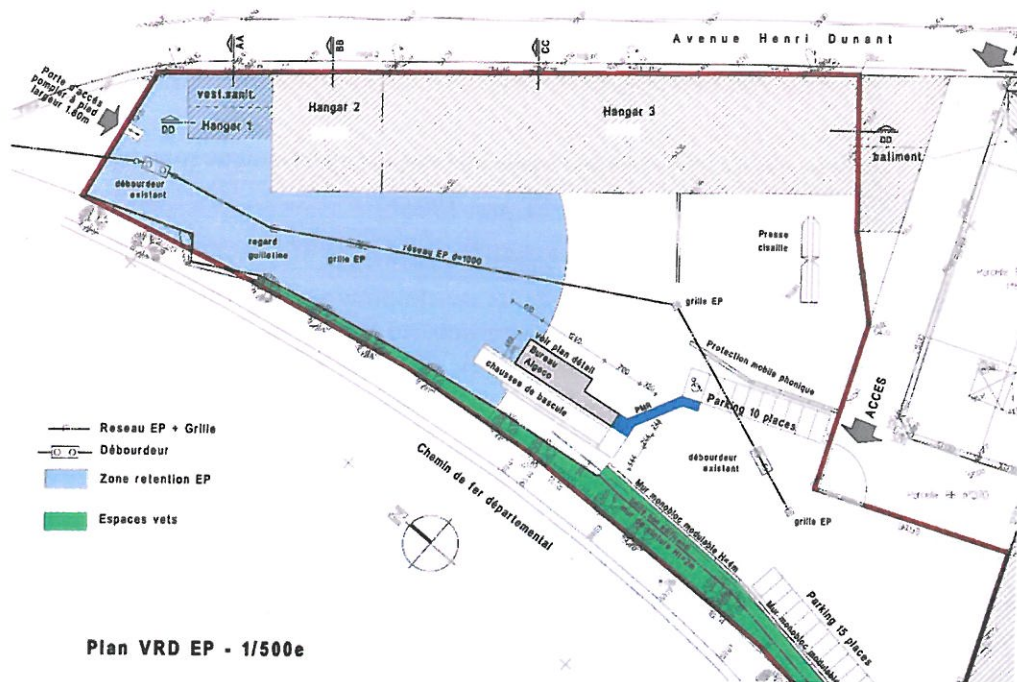


Figure 3 : Réseau EP de l'établissement

Les effluents traités rejoignent le réseau pluvial communal de l'avenue de Logos qui rejoint lui-même le Raumartin quelques mètres plus loin.



Figure 4 : Réseau pluvial public

V. Gestion des eaux de ruissellement

Les rejets vers le milieu naturel des effluents générés par l'établissement sont réglementés par :

- ✓ L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 1994 ;
- ✓ L'article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les effluents rejetés par l'établissement sont susceptibles de contenir des hydrocarbures et des matières en suspension (contenant des particules métalliques).

Compte tenu des exigences les plus sévères imposées par les arrêtés susvisés, les valeurs limites de rejet dans le milieu naturel (pour les substances associées aux activités VHU en référence à l'arrêté du 26 novembre 2012) sont rappelées dans le tableau suivant :

Paramètres	Valeurs limites	Références
Matières en suspension totales	30 mg/l	Art 2 AP 31/05/1994
DCO	90 mg/l	Art 2 AP 31/05/1994
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	Art 17 AM 06/06/2018
Chrome VI	50 µg/l	Art 17 AM 06/06/2018
Chrome et ses composés	0,1 mg/l	Art 17 AM 06/06/2018
Plomb	0,1 mg/l	Art 17 AM 06/06/2018
Métaux lourds (somme Fe, Pb, Zn, Cd, Ni, Hg)	5 mg/l	Art 2 AP 31/05/1994

Tableau 2 : Objectifs de qualité des effluents aqueux

Les eaux de ruissellement de l'établissement sont traitées par un déboureur/séparateur d'hydrocarbures de marque DUNEX référencé CDOLD 70/5/190 présentant un débit nominal de traitement de 70 l/s.

Un 2^{ème} déboureur/séparateur d'hydrocarbures est positionné au Sud de l'établissement. Ce dispositif ancien est relié au séparateur précédent. Il assure donc un simple pré-traitement.

101

Les dispositions envisagées par SOREAL Méditerranée pour respecter les taux de réutilisation et de recyclage imposé par l'arrêté sont les suivantes :

Prescription	Justificatifs
Le taux de réutilisation et de recyclage, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 85 % de la masse totale des véhicules traités.	<p>Selon des études récentes, la composition d'un véhicule dépollué en 2014 était la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 80% de métaux ; ▪ 16% de plastiques et caoutchouc ; ▪ 3% de verre ; ▪ 1% de fluides. <p>Les métaux (80% du poids) font l'objet d'un recyclage intégral par le démolisseur ou le broyeur).</p> <p>Le démolisseur doit atteindre un taux de réutilisation et de recyclage minimum de 3,5%. Ce taux atteste de sa participation aux 5% de recyclage supplémentaires permettant l'atteinte du seuil de 85%. Les 1,5% manquants sont assurés par le recyclage des fluides, des pneumatiques et par le recyclage additionnel opéré par le broyeur (sur les plastiques notamment).</p>
Le taux de réutilisation et de valorisation, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 95 % de la masse totale des véhicules traités	<p>Le respect par le démolisseur du taux de 5% de réutilisation et de valorisation minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage (en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution), couplé au recyclage des métaux garantissent l'atteinte d'un seuil de 85% de réutilisation et de valorisation.</p> <p>Le complément pour atteindre 95% est potentiellement apporté par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La valorisation énergétique des huiles ; ▪ Le recyclage des fluides ; ▪ La valorisation matières assurée par le broyeur (plastiques notamment) ; ▪ La valorisation énergétique de certains refus de broyage.

L'arrêté du 2 mai 2012 prévoit également l'atteinte de divers objectifs de réutilisation, recyclage et valorisation. Les dispositions envisagées par SOREAL Méditerranée pour respecter les taux imposés par ledit arrêté sont les suivantes :

Prescription	Justificatifs
Taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des VHU	Valorisation des plastiques (éventuellement en collaboration avec un centre VHU n°2) Réutilisation des pneumatiques par l'intermédiaire des organismes mis en place par les constructeurs
Taux de réutilisation et de valorisation minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 5 % de la masse moyenne des véhicules	Valorisation complémentaire des plastiques par l'intermédiaire du broyeur agréé.

En outre et en application des :

- ✓ 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement ;
- ✓ 10° de l'article R. 543-166 du code de l'environnement ;

l'exploitant d'un centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques (en particulier, la filière doit s'assurer que les performances des broyeurs à qui sont cédés les véhicules hors d'usage additionnées aux performances obtenue par le centre VHU, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement ».

F-GH



SOREAL MEDITERRANEE

Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) seront entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention	Stockage en cuves sur rétentions individuelles à l'abri des pluies météoriques.
Les pneumatiques usagés seront entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques	Stockage en container fermé.
Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, seront récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées (dépollution réalisée à l'intérieur du bâtiment d'exploitation à l'abri de la pluie). Le traitement réalisé assurera que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci	Toutes les surfaces étanchéifiées de l'établissement sont raccordées à un dispositif débourbeur, séparateur d'hydrocarbures
Le demandeur tient le registre de police défini au chapitre I ^{er} du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.	Engagement du demandeur
L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés. Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.	Utilisation du bordereau de suivi référencé en annexe III de l'arrêté du 2 mai 2012. Archivage des bordereaux sur site
L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R.543-99 du code de l'environnement.	Attestation de capacité n°42571 délivrée le 21/06/2019 par le cemafröid <i>Annexe 2 : Attestation de capacité cemafröid n°42571</i>



Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
✓ les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.	Ces déchets sont remis à des établissements autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées. Les principales filières envisagées sont : <ul style="list-style-type: none">✓ les récupérateurs agréés pour les huiles usagées ;✓ des centres de regroupement pour les autres fluides ;✓ les organismes de collecte proposés par les constructeurs pour les pneumatiques ;✓ le négoce pour les métaux et plastiques.
L'exploitant du centre VHU communiquera chaque année au préfet des Bouches du Rhône et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.	Engagement du demandeur (déclaration SYDEREP avant le 31 mars de l'année N+1 pour l'activité de l'année N)
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.	Engagement du demandeur (disponible sur SYDEREP et sur le rapport de l'organisme de certification)
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière	Engagement du demandeur
L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.	Au moment de l'achat pour destruction d'un véhicule hors d'usage, SOREAL Méditerranée délivre un certificat de destruction au propriétaire du véhicule. Concomitamment, SOREAL Méditerranée procède à la destruction administrative sur le SIV. Lorsque la société SOREAL Méditerranée après avoir déclaré l'achat d'un véhicule, souhaite ultérieurement le faire détruire, elle émet un certificat de destruction. Concomitamment, elle procède à la destruction administrative sur le SIV
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage seront aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;	Les VHU à dépolluer sont positionnés sur une aire entièrement étanche (dalle béton)
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués seront revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissureurs	Toutes les surfaces étanchéifiées de l'établissement sont raccordées à un dispositif déboureur, séparateur d'hydrocarbures
Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers seront revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention.	Stockage sous auvent dans des containers fermés (le cas échéant)
Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) seront entreposés dans des conteneurs appropriés.	Stockage en bacs ou bennes ADR étanches.

II.3. Capacité financière

II.3.1. Généralités

Les résultats comptables de la société lors des 3 derniers exercices comptables sont rappelés ci-dessous :

Tableau 1 : Résultats et chiffre d'affaire

Exercice	2015 ¹	2016	2017
Chiffre d'affaire net	924 064 €	1 599 151 €	2 513 425 €
Résultat	80 133 €	141 505 €	187 742 €
Capitaux propres	78 133 €	219 638 €	418 104 €

Les niveaux de chiffre d'affaire et de résultat bénéficiaire attestent de la bonne santé financière de la société et de sa capacité d'investissement au regard des enjeux environnementaux.

II.3.2. Garanties financières

L'activité d'entreposage, dépollution et démontage de véhicule terrestre hors d'usage sur une surface de moins de 100 m² ne relève pas des dispositions des arrêtés :

- ✓ du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- ✓ du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

En conséquence la proposition de calcul du montant des garanties financières pour l'établissement - transmise le 1^{er} juillet 2019 - reste inchangée.



¹ Société immatriculée le 15/04/2015



SOREAL MEDITERRANEE

II. Présentation du demandeur

II.1. Identité du demandeur

RAISON SOCIALE : SOREAL MEDITERRANEE

FORME JURIDIQUE : SARL

CAPITAL : 452 000 €

ADRESSE SIEGE SOCIAL (DOMICILIATION POUR LES PERSONNES PHYSIQUES) :

38-40 AVENUE HENRI DUNANT
13700 MARIGNANE

LOCALISATION DE L'INSTALLATION CONCERNEE :

IDEM

SIGNATAIRE DE LA DECLARATION : FRANCK GAUDIN HAOUAS (GERANT)

DEPARTEMENT D'IMPLANTATION : BOUCHES DU RHONE (13)

II.2. Capacité technique

La société SOREAL Méditerranée est filiale à 100% de la société NG France créée en 2007. Celle-ci exerce directement ou au travers de ses filiales des activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux depuis plus de 10 ans.

FGH

I. Contexte de la demande

Mr Charles MIMOUNI a été autorisé par arrêté du 27 juillet 1966 à exploiter une usine destinée à la transformation des fers, fonte et métaux.

L'arrêté n°85-140/185 A du 26 septembre 1985 a ensuite autorisé la société MIMETAL (le nouvel exploitant), à exploiter un centre de stockage et de récupération de déchets de métaux qui relevait de la rubrique 286 de la nomenclature sur les installations classées. Les activités alors exercées comprenaient :

- ✓ L'achat de métaux ferreux et non ferreux au détail ;
- ✓ Le transit de déchets de métaux ;
- ✓ Le traitement des métaux par cisailage/pressage.

L'arrêté du 26 septembre 1985 a été complété par l'arrêté n°93-271/186-1993A du 31 mai 1994.

Depuis cette date l'établissement a été successivement exploité par les sociétés SOBRAL, SMNR et SOREAL Méditerranée. Le dernier changement d'exploitant a fait l'objet du récépissé n°2017-305CE/A du 6 décembre 2017.

Par courrier du 1^{er} juillet 2019, la société SOREAL a déposé, en application des articles R181-46 II et L513-1 un dossier visant notamment à bénéficier des droits acquis pour diverses rubriques de la nomenclature sur les installations classées.

Il est alors apparu que l'établissement ne pouvait pas bénéficier des droits acquis pour la rubrique 2712-1.

SOREAL Méditerranée souhaite toutefois obtenir l'agrément défini par les articles R.515-37 et R.543-162 du code de l'environnement ainsi que l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage. Compte tenu du classement de l'établissement au regard de la nomenclature sur les installations classées, cet agrément ne peut être octroyé que pour une surface d'entreposage, dépollution et démontage inférieure à 100 m².

C'est l'objet du présent dossier.

Sommaire

I.	Contexte de la demande	4
II.	Présentation du demandeur	5
II.1.	Identité du demandeur	5
II.2.	Capacité technique	5
II.3.	Capacité financière	6
II.3.1.	Généralités	6
II.3.2.	Garanties financières	6
III.	Traitement des VHU	7
IV.	Agrément VHU	9
IV.1.	Engagement de l'exploitant	9
IV.2.	Capacités techniques	9
V.	Gestion des eaux de ruissellement	15

Index

Figures

Figure 1 :	Aire de stockage des VHU en attente de dépollution	7
Figure 2 :	Outils de dépollution	7
Figure 3 :	Réseau EP de l'établissement	16
Figure 4 :	Réseau pluvial public	16

Tableaux




Tableau 1 :	Résultats et chiffre d'affaire	6
Tableau 2 :	Objectifs de qualité des effluents aqueux	15

Annexes

(Les annexes du document sont introduites aux pages répertoriées ci-dessous)

Annexe 1 :	Engagement du demandeur	9
Annexe 2 :	Attestation de capacité cemafron n°42571	12

INTERVENANTS

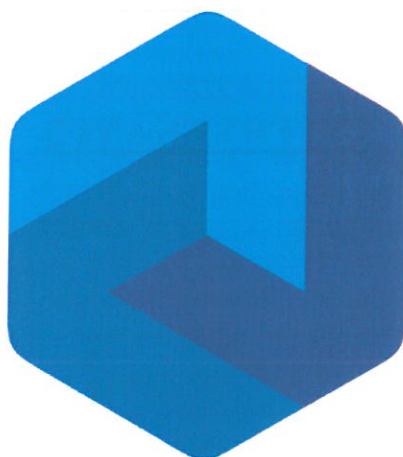
Objet	Société	Nom	Date	Visa
Version 0		C.JACQUINET	18/11/2019	
Approbateur		F.G HAOUAS	19/11/2019	Cf. lettre de transmission



SOREAL MEDITERRANEE

DEMANDE D'AGREMENT VHU

(Article R.543-162 du code de l'environnement)



**38-40 avenue Henri Dunant
13700 Marignane**



794, AVENUE DE LA LIBERATION
83640 PLAN D'AUPS SAINTE BAUME
Tel : 04.42.72.06.86
c.jacquinet@iim-conseil.fr

III. Traitement des VHU

Les VHU à dépolluer seront directement positionnés sur une aire dédiée située au Nord de l'établissement (Cf. figure suivante).

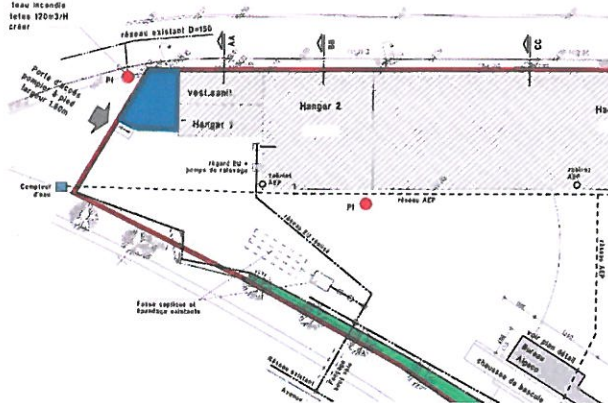


Figure 1 : Aire de stockage des VHU en attente de dépollution

Il sera stocké sur cette aire au maximum 3 VHU (soit environ 25 m²).

Les véhicules à carburation GPL avec réservoir non dégazé sont systématiquement refusés.

Si le véhicule entrant n'est pas destiné à une dépollution immédiate, sa batterie est retirée préalablement à son entreposage sur l'aire susvisée.

La dépollution est réalisée dans une unité mobile dédiée de marque STH positionnée au nord de l'établissement.

Après dépollution les VHU sont stockés avec le platinage.

L'ensemble des outils nécessaires à la dépollution des véhicules est incorporé à l'unité mobile précitée.



Figure 2 : Outils de dépollution

Chaque véhicule à dépolluer est amené sur un portique afin de réaliser les opérations de dépollution.

fcm

Le processus de traitement des véhicules hors d'usage est le suivant :

- ✓ Retrait le cas échéant du fluide caloporteur de climatisation ;
- ✓ Vidanges des fluides (huiles, carburant, liquides de frein et de refroidissement, liquide lave glace, ...) ;
- ✓ Retrait des filtres ;
- ✓ Démontage le cas échéant du pot catalytique) ;
- ✓ Démontage des roues et retrait des pneumatiques.

Ce processus répond aux exigences du cahier des charges introduit par l'arrêté du 2 mai 2012.

Les liquides issus de cette dépollution sont récupérés en cuve ou en bouteille (pour les fluides de climatisation). Sont séparés :

- ✓ Les huiles de moteur, de transmission, d'amortisseurs, et de direction assistée ;
- ✓ Les liquides de refroidissement ;
- ✓ Les liquides lave-glace ;
- ✓ Les fluides réfrigérants ;
- ✓ Les liquides de frein ;
- ✓ Les essences ;
- ✓ Le gazole.



Au-delà de la capacité des cuves propres à l'unité de dépollution les fluides sont stockés dans un container spécifique fermé avec rétention intégrée.

Les containers utilisés pour la dépollution des VHU et le stockage des fluides sont des containers de 20 pieds (6,0 x 2,5 m²). La surface totale occupée par les 2 containers est donc de 30 m².

Les VHU dépollués sont ensuite pressés puis stockés à proximité du platinage dans l'attente d'un enlèvement vers le broyeur agréé (type société ROSSI à Monteux).

La surface maximale occupée par les carcasses correspond à un chargement (13,6 x 2,5 m²) soit 34 m².

FG-11



SOREAL MEDITERRANEE

Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
<ul style="list-style-type: none">✓ les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;✓ les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies les composants par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;✓ les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.	<p>Démontage manuel sur la base des indications fournies par les constructeurs (registre IDIS2)</p> <p>Démontage manuel sur la base des indications fournies par les constructeurs (registre IDIS2)</p> <p>Pneumatiques extraits avec une machine à démonter</p>
<p>Les éléments suivants doivent être extraits du véhicule :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;✓ les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;✓ le verre, sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU.	<p>Retrait pour valorisation ou valorisation par le broyeur</p> <p>Retrait pour valorisation ou valorisation par le broyeur</p> <p>Retrait pour valorisation (sous réserve de l'émergence d'un exutoire compatible avec l'économie générale de la filière VHU)</p>
<p>De contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible.</p>	<p>Pas de revente</p>
<p>D'effectuer les opérations de stockage de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.</p>	<p>Pas de stockage de pièce</p>
<p>De n'autoriser que le personnel de la société SOREAL Méditerranée à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées ci-dessus.</p>	<p>Zone de dépollution des VHU strictement interdite au public.</p>
<p>SOREAL Méditerranée est aussi tenu de ne remettre :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;	<p>Engagement du demandeur</p>

fen

IV. Agrément VHU

Par le présent dossier, la société SOREAL Méditerranée demande l'obtention de l'agrément imposé aux exploitants d'installations de stockage, de dépollution, et de démontage de véhicules hors d'usage au titre de l'article R.543-162 du code de l'environnement. Pour cela et conformément aux exigences des articles R. 543-164 dudit code et aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU, elle s'engage à respecter le cahier des charges annexé à cet arrêté.

IV.1. Engagement de l'exploitant

L'engagement de la société SOREAL Méditerranée à respecter le cahier des charges mentionné en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé est joint en annexe au présent document.

Annexe 1 : Engagement du demandeur

IV.2. Moyens techniques

Les moyens techniques que mettra en œuvre SOREAL Méditerranée pour appliquer le cahier des charges annexés (annexe I) à l'arrêté du 2 mai 2012 sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
<p>Procéder aux opérations de dépollution suivantes avant tout autre traitement du VHU :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ; ✓ les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ; ✓ les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; ✓ les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ; ✓ le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ; 	<p>Démontage manuel</p> <p>Démontage manuel</p> <p>Neutralisation sur le véhicule</p> <p>Vidange des fluides par gravité</p> <p>Stockage en cuves sur rétentions individuelles</p> <p>Aspiration des fluides. Stockage en bonbonne étanche (matériel imposé par le certificat d'aptitude)</p>